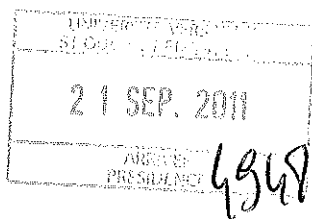


**DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES**  
**DIRECTION DES BATIMENTS**  
PB/DS

**BORDEREAU DE TRANSMISSION**

**A l'attention de Madame la Présidente**



UVSQY  
55, avenue de Paris  
78035 VERSAILLES cedex

**Guyancourt, le 12 septembre 2011**

Affaire suivie par : P BONNEFOY  
Tél. : 01 30 48 21 81

**OBJET : PV de la réunion de la sous-commission départementale de sécurité**

Madame la Présidente

Je vous prie de trouver ci-joint, le procès verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui s'est déroulée à la Direction Départementale des Services d'Incendie le vendredi 26 août 2011.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Technicien Responsable de la sécurité  
du Service Etudes et Aménagements.

  
Pascal BONNEFOY

**CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL**  
5, rue Jean Moulin  
78280 GUYANCOURT  
TELEPHONE : 01 30 48 34 31  
TELECOPIE : 01 30 44 96 23

HORAIRES D'OUVERTURE :  
Du lundi au Vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES YVELINES

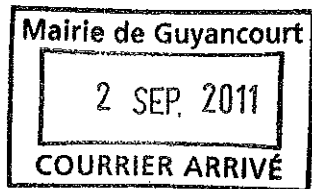
Direction départementale  
des services d'incendie et de secours

Groupement Fonctionnel Prévention  
Secrétariat de la sous-commission  
départementale de sécurité

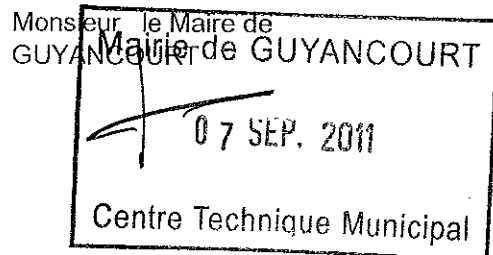
JJE

Tél : 01.30.13.88.40

Versailles, le jeudi 1 septembre 2011



BORDEREAU D'ENVOI  
à



1587

Nom bre de	DESIGNATION ET OBJET	Observations
1	Procès verbal de la réunion de la sous-commission départementale de sécurité qui s'est déroulée à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours - 12 rue Roger Hennequin à TRAPPES, le <b>vendredi 26 août 2011</b>	pour attribution

Le Directeur Départemental  
des Services d'Incendie et de Secours  
P.O. le Chef du Groupement Prévention

Lieutenant-colonel BETINELLI







Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES YVELINES

Direction départementale  
des services d'incendie et de secours

Groupement Fonctionnel Prévention  
Secrétariat de la sous-commission  
départementale de sécurité

Versailles, le vendredi 26 août 2011

JJE n° 2011-34- 22 AC  
Affaire suivie par le : Major MORIN

### PROCES VERBAL

#### DE LA SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

-----  
Séance du  
vendredi 26 août 2011  
-----

OBJET : Commune de GUYANCOURT

Affaire : Visite de contrôle du 23/8/2011 du parc de stationnement d'Alembert

Adresse : Boulevard d'Alembert

Demandeur : -

REFER. : Rapport de sécurité du vendredi 26 août 2011 référencé n° 2011-34- 22

Présenté par : Major MORIN

CE DOCUMENT EST INDISSOCIABLE

DU RAPPORT D'ETUDE







## PRÉFECTURE DES YVELINES

Direction départementale des  
services d'incendie et de secours

Groupement Prévention

PM/PM n°

Affaire suivie par le Major MORIN

### VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

### RAPPORT TECHNIQUE

### DESTINE

### A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

-----  
Visite du mardi 23 août 2011  
Séance du vendredi 26 août 2011  
-----

**OBJET** : Commune de GUYANCOURT

Dossier : Parc de stationnement d'Alembert – N° 297-ERP-162/1/1

Affaire : Visite de contrôle

Adresse : 5, 7, boulevard d'Alembert

**REFER** : Convocation écrite du 28 juillet 2011

Procès verbal de visite de la sous-commission départementale de sécurité du 18 janvier 2011

Procès verbal de visite de la sous-commission départementale de sécurité du 10 juin 2011

**CE DOCUMENT NE VAUT PAS AVIS  
DE LA COMMISSION DE SECURITE**

(Ce document comporte 7 pages)

DD SIS – BP 60571 – 78005 VERSAILLES CEDEX – Tél : 01 30 13 88 40 – Fax : 01 30 13 88 41





## **I - ELEMENTS DESCRIPTIFS :**

### **I - 1 – Préambule :**

Le groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité s'est rendu le mardi 23 août 2011 à 9h00 au Parc de stationnement du Collège Universitaire d'Alembert à Guyancourt afin de procéder à la levée de l'avis défavorable émis en date du mardi 18 janvier 2011, pour le motif essentiel suivant :

- Défaut de fonctionnement du désenfumage mécanique en cas de coupure secteur.

Une précédente visite de contrôle en date du 1<sup>er</sup> juin 2011, validée en sous commission départementale de sécurité le 10 juin 2011, n'avait pas permis de lever cet avis défavorable pour le même motif.

Suite à l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement émis en date du 18 janvier 2011, un arrêté de fermeture du parc a été pris par Monsieur le Maire.

### **I - 2 – Eléments descriptifs :**

Le parc de stationnement situé au sous-sol, comporte deux niveaux d'une surface unitaire de 4500 m<sup>2</sup>. La possibilité de rangement est de 344 véhicules.

Le parc de stationnement est placé sous la même direction que le bâtiment d'enseignement.

Ce parc a fait l'objet d'un sinistre le 8 septembre 2006, survenu au 1<sup>er</sup> sous-sol. Un arrêté de fermeture avait été pris par Monsieur le Maire.

Le 10 août 2007, un dossier concernant la réhabilitation du parc a été présenté à la sous commission départementale, avec un avis favorable. Une visite de réception des travaux a été effectuée le 28 août 2007 par la commission communale de Guyancourt, avec un avis favorable à l'ouverture au public.

## **A - Construction - Isolement**

La structure est construite en béton armé.

Les éléments porteurs ou autoporteurs sont stables au feu de degré 1 heure ½.

Les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré 1 heure ½.

Les dalles de ces planchers constituant des éléments secondaires de la structure sont coupe-feu de degré 1 heure.

Les matériaux utilisés sont M 0 (incombustibles).

Le parc est isolé par des parois ou planchers coupe-feu de degré 3 heures avec l'établissement recevant du public superposé.

Les deux niveaux sont recoupés en compartiments de surface unitaire inférieure à 3000 m<sup>2</sup> par des parois coupe-feu de degré 1 heure.

Les dispositifs de fermeture sont pare-flammes de degré ½ heure asservis à la détection générale du parc doublée d'une commande manuelle placée au poste de sécurité au rez-de-chaussée.



## **B - Dégagements**

### **1 - Escaliers**

Les escaliers ont une largeur de 0,90 mètre.

Ils sont réalisés en matériaux M0 et encloisonnés par des parois coupe-feu de degré une heure.

Ils sont isolés du parc par des portes pare-flammes ½ heure avec ferme-portes et s'ouvrant dans le sens de la sortie, pour ceux qui débouchent à l'air libre, ou par des sas de 3 m<sup>2</sup> coupe-feu de degré 2 heures équipés de deux portes pare-flammes de degré ½ heure munies de ferme-portes et s'ouvrant vers l'intérieur des sas.

### **2 - Ascenseurs**

Les ascenseurs sont réalisés conformément à la norme NFP 82.210.

Ils sont isolés du parc dans les mêmes conditions que les escaliers.

### **3 - Circulations horizontales**

La distance pour atteindre un escalier est inférieure à 40 mètres.

Il n'existe aucune partie du parc formant cul-de-sac de plus de 25 mètres.

## **C - Conduits et gaines**

Les conduits de ventilation sont indépendants par niveaux et par compartiment; ils présentent un degré coupe-feu de degré 2 heures au moins dans leurs traversées des autres locaux.

## **D - Chauffage**

Une chaufferie fonctionnant au gaz est installée au 1<sup>er</sup> sous-sol.

## **E - Installation électrique**

L'installation électrique est réalisée conformément aux dispositions des normes NFC 15.100 et NFC 20.010 et de l'arrêté du 31 mars 1980.

## **F - Eclairage de sécurité**

L'éclairage moyen de chaque niveau est de 30 lux au minimum, mesuré au sol en l'absence de véhicules.

Cette valeur est portée à 50 lux dans les circulations, escaliers et rampes d'accès des véhicules.

Des blocs autonomes lumineux signalent les issues et les dégagements pour les atteindre.

Ils sont implantés en partie haute et basse au plus à 0,50 mètre du sol.

## **G - Ventilation**

Elle est mécanique, calculée sur la base de 600 m<sup>3</sup> par heure et par véhicule. La ventilation est indépendante par niveau et par compartiment.

Elle est manœuvrable depuis le poste de sécurité.



Une commande manuelle prioritaire est installée également à l'entrée du parc, assurant les fonctions : marche normale - marche prioritaire - arrêt.

Le fonctionnement des ventilateurs à deux vitesses (pour l'extraction) résistant à 200° C pendant une heure est assuré par une alimentation électrique issue directement du tableau général et sélectivement protégée.

### **H - Détection incendie**

Un système de détection incendie est installé dans le parc de stationnement. Les détecteurs sont de type sensible aux fumées et aux gaz de combustion. Le tableau de signalisation de cette installation est situé au poste de sécurité du rez-de-chaussée.

Certains locaux techniques (T.G.B.T et G.M.T.G) sont équipés d'une détection automatique d'incendie.

### **I - Moyens de secours**

Les moyens mis en place sont les suivants :

- soit des extincteurs portatifs du type 13 A - 21 B à raison de 1 extincteur pour 15 véhicules soit un appareil à poudre polyvalente de type 21 A 34 B au droit de chaque issue à chaque niveau et dix appareils en réserve dans le parc.
- un bac à sable de 100 litres avec pelle de projection à chaque niveau.

La défense extérieure en eau contre l'incendie est assurée par 2 poteaux d'incendie normalisés (PI n° 191 à 20 mètres de l'entrée débite 191 m<sup>3</sup>/h – PI n° 337 à 50 mètres débite 337 m<sup>3</sup>/h.

### **J - Locaux techniques**

Les locaux techniques sont isolés du parc par une paroi coupe-feu de degré 2 heures.

La zone de livraison est isolée :

- du couloir des locaux techniques par un sas doté de portes pare-flammes de degré ½ heure s'ouvrant vers l'intérieur du parc,
- du parc de stationnement par une paroi coupe-feu de degré 2 heures et une porte coulissante coupe-feu de degré 2 heures à fermeture automatique et manuelle depuis le poste de sécurité.

### **K - Consignes de sécurité**

Des consignes générales sont affichées à tous les niveaux, près des sorties, en indiquant :

- la conduite à tenir en cas d'incendie,
- les plans d'ensemble du parc,
- les modalités d'appel des sapeurs-pompiers.

## **II - REGLEMENTATION APPLICABLE :**

Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 du code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.



▪ **A la construction :**

Le parc de stationnement est soumis à la loi du 19 juillet 1976 et au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique n° 2935 de la nomenclature relative aux parcs de stationnement couverts.

▪ **A compter du 9 mai 2006 :**

- Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 du code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Dispositions Générales).

- Arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Parcs de stationnement couverts).

- Circulaire du 3 Mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le Règlement de Sécurité dans les établissements recevant du public :

- n° 246 relative au désenfumage.

- Normes NF S 61-930 et suivantes relatives aux systèmes de sécurité incendie.

**III - CLASSEMENT :**

Le parc de stationnement est soumis aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 du code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

A ce titre, il est classé en type PS, en application des articles PS 1 et PS 2.

Le nombre de véhicules susceptibles d'être admis simultanément est déterminé selon le nombre de places de stationnement soit 344 places au maximum.

**IV - REGISTRE DE SECURITE - CONTROLES ET VERIFICATIONS TECHNIQUES :**

Le registre de sécurité du parc est ouvert et renseigné.

Au cours de la visite, les membres de la commission de sécurité ont pris connaissance des documents suivants :

INSTALLATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Rapport de vérifications réglementaires après travaux	QUALICONSULT	22/08/11	Aucune non-conformité ou observation
Portes coupe feu (5) Compartimentage parc	PORTAFEU	8/07/11	Réparation de la porte n° 5





Par ailleurs, au cours de la visite les membres de la commission ont procédé aux essais suivants :

ESSAIS	OBSERVATIONS
Coupure électrique	Effectuée au T.G.B.T
Eclairage de sécurité	Bon fonctionnement
Désenfumage mécanique	Bon fonctionnement des ventilateurs de désenfumage en cas de coupure électrique (démarrage en mode manuel)
Portes coupe-feu (5)	Les portes de recoupement se ferment correctement
Détection incendie--Alarme	Essai réalisé au R-2 sur le détecteur 121 Bon fonctionnement de la détection et de l'alarme générale, audible en tout point du parc Pas de temporisation

#### **V - PRESCRIPTIONS :**

Au cours de la visite, le préventionniste a effectué des constats qu'il a comparés aux exigences du règlement sécurité.

En conséquence, les prescriptions essentielles suivantes sont édictées :

##### **A - Prescriptions permanentes :**

1°) Tenir à jour le registre de sécurité, comportant notamment :

- le nom du responsable du parc
- les consignes de sécurité contre incendie
- les essais de fonctionnement et les visites d'entretien et de vérifications des installations électriques, ainsi que des installations concourant à la sécurité (alarme, éclairage de sécurité, moyens de lutte contre l'incendie). (article PS 28 §2)

2°) Faire procéder à une maintenance régulière par un professionnel qualifié des installations électriques, de désenfumage mécanique, des dispositifs de signalisation, des systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie, des moyens de lutte contre l'incendie, des dispositifs d'obturation coupe feu, ainsi que des dispositifs de surveillance de la qualité de l'air (article PS 32).

3°) Faire procéder à la vérification par un organisme agréé, au moins une fois tous les 5 ans, des installations électriques, de désenfumage mécanique, des dispositifs de signalisation, des systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs d'obturation coupe feu (article PS 32).

4°) Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R. 123-51).

5°) Lever au plus vite les non conformités mentionnées dans les différents rapports de vérifications par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur le dit rapport (article R.123-43).



6°) Tenir à disposition de la sous-commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenues et maintenues en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.123-43).

## **B – Aucune nouvelle prescription**

### **Recommandation maintenue**

8°) Installer une détection automatique incendie dans les locaux à risques particuliers (locaux techniques et locaux de rangement ou stockage), et raccorder cette installation au système de sécurité incendie de catégorie A existant (article R.123-48 du Code de la Construction et de l'Habitation).

## **VI - AVIS :**

Compte tenu des prescriptions édictées, le préventionniste propose un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement d'Alembert, levant ainsi l'avis défavorable émis lors de la visite périodique du 18 janvier 2011, et maintenu lors de la visite de contrôle du 10 juin 2011.

Le présent avis est révocable à tout moment en cas d'infraction à la réglementation dûment constatée, en particulier lors des visites périodiques ou inopinées des représentants de la commission de sécurité (articles GN 11 et R 123-48).

Cet avis ne vaut pas celui de la sous-commission départementale de sécurité qui doit, sous huit jours au plus, le faire connaître à Monsieur le Maire de GUYANCOURT sous la forme d'un procès-verbal.

En définitive, Monsieur le Maire de GUYANCOURT doit notifier le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R.123-49 du code de la construction et de l'habitation.

Le Préventionniste,



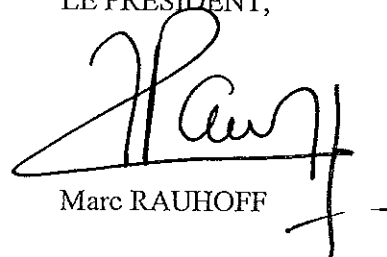
Major MORIN



**VII - AVIS CONCLUSIF :**

Suivant les conclusions du rapport d'étude présenté par le rapporteur, la sous-commission départementale de sécurité émet à l'unanimité des membres ayant voix délibérative, un avis favorable à la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement d'Alembert, levant ainsi les avis défavorables émis les 18 janvier et 1<sup>er</sup> juin 2011.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Rauhoff', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a large initial 'M' and a long, sweeping tail.

Marc RAUHOFF

